



Diabolisation de LFI dans les médias : la faute à qui ?

Si la disqualification croissante de La France insoumise dans les médias paraît des plus évidentes, les causes le sont moins. Certains pointent la stratégie du clash du parti, d'autres décrivent la crainte sincère qu'inspire à une partie des élites médiatiques la potentielle arrivée de LFI au pouvoir.

Yunnes Abzouz - 23 juin 2025 à 16h13

« **L**FI : le nazisme est-il passé à l'extrême gauche ? », osait questionner CNews le 12 octobre 2023 en bandeau de l'émission « Face à l'info ». Que le média de Vincent Bolloré amalgame La France insoumise (LFI) à l'incarnation moderne du mal absolu n'a rien d'étonnant, tant il s'emploie ces dernières années à diaboliser le mouvement mélenchoniste pour mieux le rendre infréquentable et faire échouer l'union des gauches.

Selon des données fournies par le collectif Sleeping Giants, les mots les plus souvent associés à LFI dans les bandeaux de la chaîne d'opinion sont « antisémitisme », « terrorisme » – tantôt pour accuser Jean-Luc Mélenchon de « terrorisme intellectuel », tantôt pour s'interroger sur la complicité de LFI avec « le terrorisme islamiste », notamment le Hamas –, et enfin « polémique », expression qui témoigne de la propension à traiter le mouvement uniquement sous l'angle de la controverse.

Et il n'y a pas que sur CNews que LFI inspire le rejet au point d'être comparée au nazisme. Le 8 mai, sur BFMTV, l'avocat Alain Jakubowicz avait dit voir « un parallèle » entre Jean-Luc Mélenchon et Joseph Goebbels, ministre de l'éducation du peuple et de la propagande de Hitler. Si la direction et la société des journalistes de la chaîne se sont rapidement désolidarisées de ces propos, l'ancien président de la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) n'a pas été repris sur le moment. Et personne, sur le plateau, ne s'est offusqué

d'une telle comparaison.



© Photomontage Mediapart avec captures d'écran

Autre occurrence médiatique où la disqualification de LFI a mené au point Godwin : lors de la campagne des législatives de 2024, Thierry Keller, journaliste et cofondateur du média Usbek & Rica, avait proclamé dans l'émission « C ce soir » sur France 5 qu'il ferait barrage au Rassemblement national (RN) « *quoi qu'il se passe, sauf avec les nazis de gauche* », sans désigner directement LFI. Nul besoin de nommer la principale force politique à gauche pour savoir que l'on parle d'elle.

La rhétorique des deux extrêmes

Car dans le langage des éditorialistes, certaines opinions, à force d'être rabâchées, deviennent des évidences, que l'on ne prend même plus la peine d'énoncer ou de motiver. Il en est ainsi de l'idée selon laquelle LFI serait le principal véhicule de l'antisémitisme en France, qu'elle formerait avec le RN « les deux extrêmes » siégeant à l'Assemblée nationale – et même peu à peu le seul –, que son positionnement propalestinien trahirait une stratégie cynique de conquête de l'électorat musulman.

« *Le problème n'est pas tant que l'on place La France insoumise face à ses contradictions et ses outrances, ou que l'on pointe l'ambiguïté de certains de ses représentants avec l'antisémitisme. C'est notre rôle de journaliste, estime un rubricard politique d'une chaîne privée. Le problème, c'est qu'on se focalise trop sur ça et qu'on ne se montre pas aussi dur avec les autres partis.* »

Pour le mesurer, il suffit d'observer la façon dont la

rhétorique confusionniste des « *extrêmes* » empruntée au camp présidentiel a conquis une grande partie des médias audiovisuels. Ainsi la désignation de LFI comme parti d'« *extrême gauche* » s'est-elle largement généralisée, quand bien même le Conseil d'État a confirmé, dans une décision datée du 11 mars 2024, la classification faite par le ministère de l'intérieur rangeant le mouvement mélenchoniste, tout comme le Parti communiste français (PCF) du reste, dans le bloc de « gauche ». Tandis que Lutte ouvrière (LO) et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sont classés dans la catégorie « *extrême gauche* ».

Pourtant, l'utilisation de l'expression « *extrême gauche* » par les quatre chaînes d'information en continu a connu une croissance exponentielle à partir de 2021, selon l'outil conçu par l'INA, qui compte les occurrences d'un mot dans les médias français. L'essentiel de cette augmentation est porté par CNews (+ 70 % par an en moyenne depuis 2021), tandis que sur BFMTV, LCI et France Info, la hausse est plus récente et principalement constatée en juin 2024, lors de la campagne des législatives anticipées. Même constat chez les grandes radios généralistes.

Parallèlement à l'explosion de l'expression « *extrême gauche* » à la télévision et à la radio, le poids politique de l'*extrême gauche* française est resté stable et surtout à un niveau très faible. Aucun·e de ses élu·es ne siège à l'Assemblée nationale, ni dans la législature actuelle ni sous la précédente, prouvant que seule LFI – et parfois par extension ses alliés du Nouveau Front populaire (NFP) – est visée par cette étiquette.

Le diable a changé de camp

Plusieurs journalistes interrogés par Mediapart constatent par ailleurs que « *le diable a changé de camp* » dans les médias audiovisuels, devenus ces derniers temps plus « *conciliants* » avec le RN qu'avec LFI. « *Sur l'antisémitisme supposé de LFI, on a l'impression que c'est quelque chose d'avéré, qui ne se discute même plus, affirme une journaliste politique d'une radio publique. Alors que si on se montrait aussi exigeant avec le RN sur ce sujet, il y aurait de quoi les confronter chaque jour à la haine qui anime certains de leurs candidats ou sympathisants.* »

La reportrice a en tête les exemples récents de l'auteur du meurtre raciste de Hichem Miraoui, qui revendiquait régulièrement sur Facebook sa filiation idéologique avec le RN, ou encore celui de groupes Facebook révélés par le site Les Jours (*ici et là*), dans lesquels des soutiens et militants du parti de Jordan Bardella échangent des contenus racistes et extrêmement violents, sous le regard bienveillant de député·es d'*extrême droite*. En dehors de quelques rares questions, ces révélations n'ont visiblement pas retenu l'attention des intervieweurs et chroniqueurs politiques.

« *Une partie des commentateurs ou des acteurs politiques refondent volontairement ou non ce qu'on appelle l'arc républicain, c'est-à-dire les partis qui sont raisonnables et avec qui il est acceptable de parler ou de faire alliance. Et aujourd'hui, le discours dominant tend à considérer que LFI est infréquentable* », analyse Thomas Legrand, journaliste politique à France Inter et Libération.

Pour Nicolas Kaciaf, sociologue des médias, la diabolisation de LFI dans les médias est à rapprocher du renversement d'imaginaire à l'œuvre dans les élites politiques et médiatiques depuis 2015, au moment des attentats visant *Charlie Hebdo*, et amplifié par le 7-*Octobre*. « *À partir du moment où l'on décide que la menace ultime devient l'extrémisme islamiste, la catégorisation des différents partis se fait à l'aune de cette menace*, dit-il. *Dès lors, toutes les formes d'accommodement que LFI peut avoir avec des mouvements ou organisations considérés comme islamistes font de LFI un parti proséparatiste et dangereux pour la République.* »

« Le type de questions ou d'analyses que peuvent formuler des éditorialistes et un certain nombre d'intervieweurs reflète une crainte sincère par rapport à leur propre position sociale. »

Nicolas Kaciaf, sociologue des médias

A contrario, le RN, qui place la lutte contre l'islam radical au cœur de son programme – une manière pour le parti d'*extrême droite* de rendre acceptable son discours islamophobe –, est peu à peu réintégré à l'arc républicain et jugé plus fréquentable.

De fait, dans le contexte médiatique et politique actuel, parler d'islamophobie et prendre des positions

propalestiniennes est traduit en soutien implicite à l'islam radical et aux menaces terroristes. *« C'est la clé d'explication de la crainte que peut susciter LFI chez les élites politiques et médiatiques, estime Nicolas Kaciaf. Le type de questions ou d'analyses que peuvent formuler des éditorialistes et un certain nombre d'intervieweurs reflète une crainte sincère par rapport à leurs propres position sociale ou convictions politiques. LFI leur fait sincèrement peur. »*

La diabolisation dont LFI fait l'objet relève donc aussi de logiques sociales ordinaires, qui font écho à l'indignation médiatique que pouvait susciter le PCF dans les années 1980. *« Il faut bien admettre que la grande majorité des médias sont dirigés ou détenus par des gens qui n'ont pas du tout intérêt à ce que La France insoumise applique son programme »,* pointe une journaliste politique du service public.

« Parfois, l'obsession pour LFI nous empêche de regarder la réalité et nous conduit à nous intéresser à l'écume des choses, note encore un journaliste d'une chaîne d'info privée. Par exemple, la commission d'enquête parlementaire ouverte dans la foulée de l'affaire Bétharram, on n'a pas réussi à la voir autrement que comme une manip' politique de LFI qui cherchait à couler Bayrou. Ce n'est que plus tard qu'on s'est mis à s'intéresser aux violences éducatives dans les établissements privés. »

LFI, pas étranger à sa diabolisation

De l'avis des journalistes qui s'accordent sur le constat de la diabolisation de LFI, le parti de Jean-Luc Mélenchon n'est pas pour rien dans le phénomène. La stratégie de conflictualité du mouvement avec les élites, y compris médiatiques, favorise le clash, à l'heure des logiques marchandes à l'œuvre dans les médias, au sein desquels l'audience règne en maître.

« LFI a su trouver sa place dans le débat. C'est une place valorisante, parce qu'on les interroge beaucoup, parce qu'ils font du bruit, et suscitent des réactions, indique

Thomas Legrand. *Et puis, quelquefois, le revers de la médaille, c'est qu'ils sont stigmatisés comme les vilains petits canards de la politique par les chaînes d'info. »*

À y regarder de plus près, les élu·es insoumis·es sont régulièrement invité·es sur les plateaux de télévision ou les matinales radio, et même plus souvent que leurs allié·es écologistes, communistes ou socialistes. Les règles du temps de parole, qui tiennent compte du poids politique des partis au sein de la représentation nationale, offrent une explication, mais ce n'est certainement pas la seule.

« Il faut reconnaître qu'on fait une partie de notre fonds de commerce sur la machine à buzz qu'est LFI, observe un journaliste de BFMTV. Il y a une stratégie de provocation de la part de LFI et nous, on tombe dedans parce qu'on sait que ça fait de l'audience. C'est un système qui s'autoentretient. »

Même lorsqu'il n'est pas lui-même invité, Jean-Luc Mélenchon occupe une grande part des interviews. Il n'est pas rare que ses saillies, parfois volontairement outrancières, se retrouvent au centre des questionnements de responsables politiques d'autres partis. Les Insoumis·es ont compris qu'une grande partie du journalisme politique français était gouvernée par le règne de la petite phrase. En multipliant les déclarations tranchantes, ils font parler d'eux et occupent ainsi l'espace médiatique.

« De ce point de vue, la question du traitement de La France insoumise ne se pose pas plus que pour n'importe quelle autre formation politique qui fait dans l'outrance et la provoc', estime une journaliste de l'une des matinales les plus écoutées du pays. Notre rôle est de faire le tri entre les déclarations qui traduisent de vraies prises de position politiques et celles qui ne visent qu'à générer du buzz et à faire parler. C'est la différence entre un média et un réseau social. »

Yunnes Abzouz